

Législatives. Comment éviter la fracture numérique ?

« Désenclavement numérique : comment faire pour que le territoire ne reste pas à la traîne ? C'est la troisième question que nous avons adressée aux dix candidats aux législatives.

Certaines villes comme Carhaix et Châteaulin devraient être dotées rapidement du très haut débit. Pour les communes rurales, en revanche, c'est plus compliqué.



numérique pour tous va permettre de développer l'attractivité et la compétitivité de notre territoire.

Noëlle Péoc'h (Front de gauche). Le désenclavement numérique des territoires ruraux permettrait de réduire les inégalités d'aménagement du territoire. Pour être efficace, il faut une politique publique nationale d'encadrement des opérateurs privés afin de limiter les intérêts exclusivement marchands.

Le très haut débit doit être au service de l'intérêt général. Les collectivités locales doivent être directement associées à ce désenclavement, dans le cadre de la décentralisation.

Christian Troadec (divers gauche). Le plan mis en place par la Région Bretagne et les amis de Richard Ferrand n'est pas équitable. Les grandes villes vont bénéficier du très haut débit gratuitement par le biais des opérateurs qui sont intéressés commercialement tandis que les zones rurales vont devoir financer en grande partie par le biais des communautés de communes l'arrivée du très haut débit.

C'est une Bretagne à deux vitesses qu'on nous impose. Des communautés de communes vont être contraintes de verser de 3 à parfois plus de 6 millions d'euros pour éviter la fracture numérique. Il faut une vraie péréquation et plus d'équité entre les territoires, c'est-à-dire qu'il faut un transfert financier entre les territoires favorisés et ceux qui ne le sont pas.

LÉGISLATIVES



Dominique Cap (divers droite). C'est certainement le dossier le plus important, le plus urgent pour les prochaines années. Si je suis élu député, je m'engage à déposer une proposition de loi. Pour chaque prise de

territoire, j'agis déjà, avec Jean-Yves Le Drian, dans le cadre de « Bretagne très haut débit ». C'est un enjeu très important pour nous tous car il s'agit d'apporter la fibre optique dans tous les foyers, les entreprises et les administrations bretonnes aussi bien en zone rurale qu'urbaine. Nous commençons par l'Ouest et nous garantissons l'équilibre territorial afin que toutes nos petites communes soient traitées à égalité avec les villes. L'accès au

Richard Ferrand (PS). À la

région, j'agis déjà, avec Jean-Yves Le Drian, dans le cadre de « Bretagne très haut débit ». C'est un enjeu très important pour nous tous car il s'agit d'apporter la fibre optique dans tous les foyers, les entreprises et les administrations bretonnes aussi bien en zone rurale qu'urbaine.

Nous commençons par l'Ouest et nous garantissons l'équilibre territorial afin que toutes nos petites communes soient traitées à égalité avec les villes. L'accès au

Les réponses des six autres candidats

Marie-Anne Haas (FN). N'a pas répondu à cette question.
Jocelyne Leclerc (EELV). Nous habitons au « Bout du monde » et ce n'est pas une raison pour ne pas être desservis comme tous les autres territoires de France. La politique de demain doit être au service du citoyen. Le numérique a son importance dans le développement de beaucoup d'activités économiques pour nos PME et pour la commu-

nication internationale. Je tiens à rappeler d'autre part qu'EELV se bat pour plus de liberté et de concurrence dans ce domaine avec l'emploi des logiciels libres.
André Ménesguen (NPA). Les télécommunications doivent revenir dans le service public sous contrôle des utilisateurs, afin d'assurer une égalité d'accès au haut débit pour tous les usagers quel que soit leur lieu de résidence. Des schémas de distri-

bution doivent se définir en dehors de tous les initiateurs « intéressés ». Dans ce domaine, une politique qui consiste à étatiser les dépenses, et privatiser les bénéfices est l'objectif des trusts. Il faut donc être vigilant. Oui au développement des techniques, mais pour le bien public.

Marie Laurent (Démo-cratie chrétienne). Réponse non parvenue.

Elisabeth Piro (LO). Estime

que quelle que soit la question, elle a déjà tout dit dans notre édition de lundi.

Sophie Rossignoux (Debout La République). Ce problème n'est qu'une question de coût et de volonté politique. Pour nous, l'État doit évaluer et justice entre les territoires. Un rééquilibrage des ressources financières entre régions les plus riches et régions les plus pauvres doit être un des axes d'effort de nos dirigeants.